

## **Conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale |**

**Séance du 16 décembre 2025**

# **Extrait du registre des délibérations**

**Délibération n°2025-12-16-65 | Apurement des créances irrécouvrables prescrites - Budget principal du CCAS et budget annexe de la Résidence autonomie Ambroise Croizat**

**Rapporteur** Auvray Nicole

Nombre de conseillers en exercice : 17

Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 10

Nombre de pouvoir : 4

Nombre d'excusés : 3

Convoqué le 11 déc. 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 16 décembre, À 17H30, le conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale légalement convoqué s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Nicole Auvray , Vice-Présidente.

### **Etaient présents :**

Madame Nicole Auvray , Madame Murielle Mour, Monsieur Francis Schilliger, Madame Marie-Pierre Rodriguez, Madame Florence Boucard, Madame Karine Pégon, Madame Véronique Brard-Wulfranc, Monsieur Jean Pierre Mirey, Madame Annie Geslin, Monsieur Didier Burg.

### **Etaient excusés avec pouvoir :**

Monsieur Alain Goussault donne pouvoir à Madame Annie Geslin, Madame Danielle Boulais donne pouvoir à Madame Nicole Auvray , Madame Michèle Henry donne pouvoir à Monsieur Jean Pierre Mirey, Monsieur Jacques Dutheil donne pouvoir à Monsieur Francis Schilliger.

### **Etaient excusés sans pouvoir :**

Monsieur Joachim Moyse , Madame Catherine Olivier, Madame Laëtitia Le Behec.

### Exposé des motifs

Les créances irrécouvrables correspondent aux titres de recettes émis par un établissement public mais dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public en charge du recouvrement.

Il existe deux types de créances irrécouvrables :

- L'admission en non-valeur des créances est décidée par l'assemblée délibérante de l'établissement public dans l'exercice de sa compétence budgétaire. Elle est demandée par le comptable public lorsqu'il rapporte les éléments propres à démontrer que malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut pas obtenir le recouvrement,
- Les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme et au fond mais dont l'irrécouvrable résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à l'établissement créancier et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Il s'agit notamment :

- Du prononcé d'un jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif (article 643-11 du Code du Commerce),
- Du prononcé de la décision du juge du tribunal d'instance de rendre exécutoire une recommandation de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire,
- Du prononcé de la clôture pour insuffisance d'une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

Monsieur le Trésorier a adressé au CCAS 3 états recensant des titres de recettes émis au titre des exercices 2020, 2022, 2023 et 2024 qui restent impayés à ce jour.

### **Vu :**

- Le Code général des collectivités territoriales,
- Le décret n° 1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,

### **Considérant :**

- Que le Monsieur le Trésorier a épuisé tous les moyens lui permettant d'assurer le recouvrement de ces recettes,
- Que les décisions juridiques s'imposent à l'établissement public et s'opposent à toute action en recouvrement,
- Que le montant de ces créances se répartit comme suit :
  - 1 384.62 € de créances admises en non-valeur pour le budget annexe Résidence Autonomie Croizat

- 260.08 € de créances admises en non-valeur pour le budget principal du CCAS
- 604.00 € de créances éteintes pour le budget principal du CCAS
- Que conformément aux états des taxes et produits irrécouvrables présentés par le Trésorier les créances s'établissent comme suit :
  - **Année 2020** : 260.08 € créances admises en non-valeur au budget principal du CCAS
  - **Année 2022** : 880.09 € créances admises en non-valeur au budget annexe RA Croizat
  - **Année 2023** : 604.00 € créances éteintes au budget principal du CCAS
  - **Année 2024** : 504.53 € créances admises en non-valeur au budget annexe RA Croizat

**Le Conseil d'administration décide :**

- Admettre en non-valeur (au compte 6541) un montant total de :
  - 260.08 € pour le budget principal du CCAS,
  - 1 384.62 € pour le budget annexe de la Résidence Autonomie Croizat
- Admettre en créances éteintes (au compte 6542) un montant total de 604.00 € pour le budget principal du CCAS,
- D'imputer les dépenses en résultant sur les crédits ouverts à cet effet en section de fonctionnement de chacun des deux budgets.

**Résultat du vote :**

Par : 14 voix pour

Pour extrait conforme,  
Le président du CCAS

Accusé certifié exécutoire

Réception en préfecture : 18/12/2025

Identifiant de télétransmission : 076-267600534-20251216-2025-12-16-65-DE

Publié ou notifié : **07 JAN. 2026**



Le secrétaire de séance